

VERSION DÉFINITIVE

ZOOM International



Pour un Monde de Paix, de justice et de respect du droit !

Lors de la 2nde moitié du XX^{ème} siècle, l'humanité a placé les droits humains comme fondamentaux pour son développement. La mise en place de la Société des Nations puis de l'Organisation des Nations-Unies ont été des impératifs suite aux 2 Guerres Mondiales pour faire primer le droit sur la force et promouvoir l'idée d'une paix juste et durable sur la planète. De façon imparfaite, et dans un contexte de contradictions impérialistes et capitalistes, cette période a favorisé le développement du droit international, de la diplomatie, des traités de désarmements et d'avancées pour le droit des peuples à l'autodétermination avec des phases de décolonisation.

Le XXI^{ème} siècle voit s'opérer des régressions manifestes du droit et un retour de la force comme principe premier dans les relations internationales. Nous entrons dans une nouvelle période où les quelques digues du droit international sont balayées. C'est un danger immense pour l'humanité. Les forces sociales (syndicalisme, ONG...) doivent peser pour contraindre les gouvernements et leur diplomatie à respecter le DI, dans le cadre de l'ONU pour imposer la paix, indispensable au progrès social et à l'émancipation.

Dans un monde fini, la guerre économique de prédation fait rage pour exploiter les ressources (terres rares, énergie...), ce qui entraîne de nombreux conflits. Les intérêts économiques capitalistes supplantent les droits humains et environnementaux. Les politiques néolibérales impérialistes remettent en cause les avancées démocratiques et sociales du XX^{ème} siècle.

Quelques exemples en France et dans le Monde :

En Nouvelle Calédonie-Kanaky, le processus historique de décolonisation est remis en cause. L'État français a décidé unilatéralement en 2024 le dégel du corps électoral, élément clé de la représentativité du peuple kanak dans les institutions calédoniennes.

Au Moyen-Orient, après la Nakba (1948), l'assassinat d'Yitzhak Rabin il y a 30 ans par un extrémiste israélien, les accords d'Oslo et le « processus de paix » sont écrasés par la loi du plus fort. La politique d'apartheid contre la Palestine se renforce avec de nombreuses opérations militaires menées par Israël. Ces dernières se sont amplifiées suite aux attentats terroristes du Hamas le 7 octobre 2023. La colonisation israélienne s'amplifie en Cisjordanie et un génocide est toujours en cours à Gaza malgré les condamnations internationales et les mobilisations dans le monde entier. De nombreux pays occidentaux dont la France, en dépit du droit international et des mandats d'arrêts de la Cour Pénale Internationale, continuent à fournir des armes et commercer avec Israël. La reconnaissance de l'État de Palestine par la France en 2025 était nécessaire, mais demeure largement insuffisante pour stopper le massacre en cours.

La guerre en Ukraine se poursuit et se durcit suite à l'invasion Russe en 2022.

Les Etats-Unis ont enlevé le Président du Venezuela et fait part de leur volonté de s'appropriier les réserves pétrolières du pays. Dans le même temps, ils annoncent vouloir s'emparer du Groenland, maintiennent et renforcent le blocus contre Cuba. Ils sont désormais aux avant-postes, avec Israël, d'une guerre qu'ils ont déclenchée contre l'Iran. Dans le même temps, Israël bombarde le Liban et s'empare d'une partie du territoire.

Au Congo, la guerre fait rage dans la région du Kivu.

Au Soudan, la guerre fait des milliers de mort-es, des millions de déplacé-es et de victimes de la famine...

Dans tous les conflits, le SNEP-FSU dénonce l'augmentation des violences systémiques faites aux femmes, LGBTQIA+ et aux minorités. Les violences faites aux femmes y sont régulièrement utilisées comme armes de guerres.

Les médias dominants, notamment ceux aux mains des milliardaires, développent des propagandes simplistes et manichéennes qui masquent les raisons des conflits (historiques, économiques...) et les massacres de civils orchestrés. Cela est amplifié par l'utilisation de l'Intelligence Artificielle. Ces dynamiques sont accentuées par l'oppression des journalistes sur les zones de conflits, tué-es ou interdit-es d'exercer leur métier.

En France, E. Macron a fait voter une loi de programmation militaire jusqu'en 2030, qui entrainera le doublement des crédits de la défense. Cela s'inscrit dans un plan de l'Union Européenne, en lien avec la volonté de D. Trump de porter les dépenses militaires à 5 % du PIB pour tous les pays de l'OTAN. D. Trump cherche à vassaliser les pays de l'OTAN et utiliser leurs moyens financiers pour développer une « économie de guerre » au service de l'industrie américaine. La préparation à la guerre est explicite et utilise le système scolaire pour diffusion (réintroduction du service militaire, livret scolaire du ministère de la défense, multiplication des « classes-défenses », réactivation des « trinômes académiques », discours « va-t-en-guerre » du chef d'état-major des armées). Ces orientations profitent aux industriels de l'armement et l'économie de guerre, soutenues par de puissants lobbies, ouvrent la voie à de nouveaux profits. L'humanité en paie et en paiera le prix, notamment les femmes et les enfants cibles particulières dans les conflits. En 2025, la dépense d'armement mondial s'élève à 2 718 milliards de dollars, de quoi régler nombre de problèmes dans le Monde. Ces dépenses sont réalisées au détriment des enjeux sociaux et environnementaux. Pour un avenir de paix, permettre une politique de non-alignement et une souveraineté en matière diplomatique, le SNEP, avec la FSU demande la sortie de la France de l'OTAN et la dissolution de cette organisation impérialiste, au profit d'une réhabilitation de l'ONU et du droit international dans une visée de maintien de la paix.

Dans l'histoire, ce sont les mobilisations des peuples qui ont permis d'aller vers un monde de paix et de respect des droits. Il faut donc amplifier les luttes pour une paix juste et durable partout sur la planète. C'est dans ce cadre que le SNEP-FSU mène actuellement un projet commun avec la FSGT pour le développement de l'EPS et du sport afin de promouvoir l'éducation, la justice et la paix avec les peuples Sahraoui et Palestiniens. La FSU est membre du collectif pour une paix juste et durable entre Palestinien-nes et Israélien-nes et du collectif national des marches pour la Paix.

Parce que le SNEP-FSU lutte pour les libertés et l'émancipation de chacun-e par l'Éducation et l'accès à la culture, il œuvre au quotidien pour construire un monde de paix, de droits et de solidarité. Le SNEP-FSU portera les valeurs de paix et d'autodétermination des peuples dans ses expressions.

Voté à l'unanimité